

Art. 2. De kiezers voor de verkiezing van het Europees Parlement, die ingeschreven zijn op de kiezerslijst van de gemeente Komen-Waasten, hebben de mogelijkheid in de gemeente Heuvelland te stemmen in het bureau nr. 14, gemeentesaal « De Walvis », Hooghofstraat 2A, Wulvergem.

Art. 3. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.
Brussel, 16 mei 1994.

L. TOBBACK

Art. 2. Les électeurs pour l'élection du Parlement européen inscrits sur la liste des électeurs de la commune de Comines-Warneton ont la faculté de voter dans la commune de Heuvelland dans le bureau n° 14, salle communale « De Walvis », Hooghofstraat 2A, Wulvergem.

Art. 3. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.
Bruxelles, le 16 mai 1994.

L. TOBBACK

**GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN — GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

VLAAMSE GEMEENSCHAP — COMMUNAUTE FLAMANDE

MINISTERIE VAN DE VLAAMSE GEMEENSCHAP

**Raad van beroep bij het ministerie van de Vlaamse Gemeenschap
Benoeming van de voorzitters en plaatsvervangend voorzitters**

Bij besluit van 20 april 1994 van de Vlaamse regering worden de hiernavolgende magistraten aangewezen als voorzitter, respectievelijk plaatsvervangend voorzitter, bij de raad van beroep van het ministerie van de Vlaamse Gemeenschap :

1^o Voor de eerste kamer, die het beroep behandelt dat de ambtenaar instelt tegen de uitspraak van een tuchtstraf of van de schorsing in het belang van de dienst :

voorzitter : de heer Jan Lebeer, eméritus kamervoorzitter in het hof van beroep in Antwerpen;
plaatsvervangend voorzitter : Mevr. Beatrijs Schoonjans, raadsheer in het hof van beroep in Gent.

2^o Voor de tweede kamer, die kennis neemt van het beroep dat de stagiair instelt tegen een voorstel tot negatieve evaluatie van de stage en tegen de evaluatie onvoldoende of tegen een vormfout tijdens de evaluatie-procedure :

voorzitter : Mevr. Maria Bax, raadsheer in het hof van beroep in Antwerpen;
plaatsvervangend voorzitter : Mevr. Gisèle Van Eygen, raadsheer in het hof van beroep in Gent.

3^o Voor de derde kamer, die kennis neemt van het beroep dat de ambtenaar instelt tegen de weigering van het verlof voor verminderde prestaties en van het gecontingenteerd verlof :

voorzitter : de heer Louis Meyer, kamervoorzitter in het hof van beroep in Gent;
plaatsvervangend voorzitter : de heer Alexius Van Coppenolle, kamervoorzitter in het hof van beroep in Antwerpen.

Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 1994.

De Vlaamse minister, bevoegd voor ambtenarenzaken, is belast met de uitvoering van dit besluit.

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALSE GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

[C — 27237]

17 MARS 1994. — Arrêté du Gouvernement wallon portant approbation du règlement d'ordre intérieur du Comité subrégional de l'Emploi et de la Formation de Namur

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du Conseil régional wallon du 15 février 1990 portant approbation de l'accord instituant les Comités subrégionaux de l'Emploi et de la Formation, conclu à Bruxelles le 24 novembre 1989, entre l'Exécutif régional wallon et l'Exécutif de la Communauté française;

Sur la proposition du Ministre du Développement technologique, de la Recherche scientifique, de l'Emploi et de la Formation professionnelle,

Arrête :

Article 1er. Le règlement d'ordre intérieur du Comité subrégional de l'Emploi et de la Formation de Namur annexé au présent arrêté est approuvé.

Art. 2. Le présent arrêté produit ses effets le 17 mars 1994.

Namur, le 17 mars 1994.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,
chargé de l'Economie, des P.M.E., des Relations extérieures et du Tourisme,
R. COLLIGNON

Le Ministre du Développement technologique, de la Recherche scientifique,
de l'Emploi et de la Formation professionnelle,

A. LIENARD

Annexe à l'arrêté du Gouvernement wallon
portant approbation du règlement d'ordre intérieur
du Comité subrégional de l'Emploi et de la Formation de Namur
**Règlement d'ordre intérieur du Comité subrégional de l'Emploi
et de la Formation de Namur**

Article 1er. On entend par « Accord », l'accord conclu à Bruxelles le 24 novembre 1989 entre l'Exécutif Régional wallon et l'Exécutif de la Communauté française instituant les Comités subrégionaux de l'Emploi et de la Formation et approuvé par le décret du Conseil Régional wallon du 15 février 1990 et par le décret de la Communauté française du 22 décembre 1989.

Art. 2. Le siège administratif du Comité subrégional de l'Emploi et de la Formation de Namur est établi boulevard Cauchy 21, à Namur.

Art. 3. Les membres représentant les organisations représentatives des employeurs et les membres représentant les organisations représentatives des travailleurs nomment un secrétaire du Comité subrégional de l'Emploi et de la Formation parmi le personnel administratif et de gestion dudit Comité.

Art. 4. Le Comité subrégional de l'Emploi et de la Formation se réunit au minimum quatre fois par an sur convocation du président de sa propre initiative ou à la demande de trois membres au moins.

La convocation précise la date et l'heure des séances ainsi que l'ordre du jour. Elle est envoyée au moins cinq jours ouvrables avant la date de la séance.

En cas d'urgence laissée à l'appréciation du président, la convocation doit parvenir aux membres au plus tard la veille du jour de la séance.

Art. 5. L'ordre du jour est établi par le secrétaire sur proposition des membres et du président. Les membres qui désirent voir inscrire un point à l'ordre du jour en font la demande par écrit au secrétaire.

Le secrétaire inscrit à l'ordre du jour les points introduits au plus tard dix jours ouvrables avant la date de la réunion.

Moyennant l'accord de la majorité des membres présents, des questions urgentes peuvent être prises en considération. Celles-ci ne peuvent toutefois pas donner lieu à une décision ou un avis au cours de la même réunion, sauf unanimité des membres pour soumettre lesdites questions au vote.

Art. 6. Les séances du Comité subrégional de l'Emploi et de la Formation ne sont pas publiques. Les personnes qui assistent à quelque titre que ce soit aux réunions sont tenues de respecter le secret des documents à caractère confidentiel ou personnel qui leur sont communiqués ainsi que le secret des délibérations et des votes.

Art. 7. Les séances sont ouvertes, suspendues et clôturées par le président. Au début de la séance, le secrétaire établit la liste des présences. Le président fait approuver le procès-verbal de la réunion précédente au moyen d'une des mentions suivantes : « approuvé sans remarques le » « approuvé moyennant les observations communiquées ».

En cas d'absence ou d'empêchement du président, sa fonction est assurée alternativement par l'un ou l'autre des vice-présidents. Si le président ne peut assister à une réunion, il en avertit immédiatement le secrétaire qui en informe les vice-présidents.

Art. 8. Le président dirige des débats et veille à ce que les dispositions du présent règlement soient observées.

Art. 9. Pour délibérer valablement, la présence de la majorité au moins des membres est requise. Si la majorité des membres n'est pas atteinte, le président convoque les membres endéans les quinze jours avec les mêmes points à l'ordre du jour et quelque soit les présences, les décisions peuvent être prises.

Chaque avis ou décision est pris à la majorité des membres ayant voix délibérative, les abstentions n'entrent pas en ligne de compte. Le président fait connaître aussitôt le résultat du scrutin, qui est acté au procès-verbal.

Art. 10. Les membres informent le secrétaire du Comité d'un empêchement, avant la tenue de la séance, sauf lorsqu'il s'agit d'une convocation à une réunion urgente.

Art. 11. Lorsqu'un membre du Comité est absent pendant quatre séances consécutives sans motivation préalable, le Comité est saisi du problème. Il envoie un courrier à l'intéressé lui demandant de choisir entre une présence régulière et la remise de sa démission. Un courrier dans le même sens est envoyé à l'organisme qu'il représente.

Art. 12. Lorsqu'il le juge utile à l'accomplissement de sa mission, le Comité subrégional de l'Emploi et de la Formation peut créer une ou plusieurs commissions pour examiner des problèmes spécifiques.

Sauf pour ce qui concerne la commission Emploi-Formation-Enseignement où la présidence est fixée par l'Accord, les commissions sont présidées par un membre du Comité subrégional de l'Emploi et de la Formation dûment mandaté par ce dernier. Il fait rapport sur les activités et soumet les projets pour approbation au Comité.

Art. 12bis. Il est créé un groupe de travail pour examiner une partie des avis relatifs au programme de résorption du chômage (projets PRIME, stage des jeunes (arrêté royal n° 230), Plan Plus, arrêté royal n° 461).

Celui-ci a la composition suivante : le président ou un des vice-présidents, 2 représentants des employeurs, 2 représentants des travailleurs, le représentant de l'Exécutif Régional wallon.

Seuls les membres effectifs y ont voix délibérative.

Les procès-verbaux de ce groupe de travail sont soumis à l'approbation des plénières du Comité subrégional de l'Emploi et de la Formation.

Art. 13. A la demande du Comité subrégional de l'Emploi et de la Formation, des experts peuvent être invités à participer aux séances. Ils quittent la séance lorsque leur présence n'est plus considérée nécessaire par le président.

Art. 14. Le secrétaire du Comité rédige le procès-verbal de la séance. Le procès-verbal est transmis aux membres. Le procès-verbal est approuvé au cours de la première séance qui suit cette transmission.

Les procès-verbaux, rapports, avis et recommandations du Comité sont envoyés au(x) Ministre(s) de tutelle compétent(s).

Art. 15. Les dépenses modiques indispensables à la bonne organisation de la cellule administrative et de gestion peuvent être faites après accord du président, par le secrétaire du Comité. Les autres dépenses y compris le remboursement des frais encourus par un membre dans l'exercice de son mandat, doivent faire l'objet de :

- soit d'un accord du président du Comité si la dépense ne dépasse pas 25 000 FB TVAC;
- soit d'un accord du président et des deux vice-présidents si la dépense est comprise entre 25 000 FB TVAC et 50 000 FB TVAC;
- pour les dépenses dépassant 50 000 FB TVAC, l'accord du Comité est nécessaire.

Pour le remboursement des frais supportés par les membres du Comité et qui ne sont pas visés à l'alinéa 1er, les taux d'indemnisation en vigueur dans les services publics sont appliqués.

Les pièces justificatives des dépenses seront signées par le président.

Art. 16. Le Comité subrégional de l'Emploi et de la Formation nommé parmi les membres représentant les organisations représentatives des employeurs et des travailleurs 1 à 2 vérificateur(s) aux comptes pour contrôler toutes les factures et pièces.

Le contrôle du (des) vérificateur(s) aux comptes a lieu tous les six mois.

Un rapport conforme est soumis au Comité subrégional de l'Emploi et de la Formation pour information et approbation et est transmis par le président au(x) Ministre(s) de tutelle compétent(s).

Art. 17. Au moins une fois l'an, une réunion a lieu pour établir le budget annuel du Comité Subrégional de l'Emploi et de la Formation, conformément aux dispositions prévues de l'Accord.

Art. 18. Le président du Comité a tous les pouvoirs de représenter et d'agir au nom et pour le compte du Comité subrégional de l'Emploi et de la Formation devant les instances judiciaires et administratives tant en demande qu'en défense.

Art. 19. L'engagement du personnel du secrétariat et, éventuellement, l'engagement temporaire de personnel pour conduire les actions promotionnelles sont confiés aux président, vice-présidents et président de la Commission Emploi-Formation-Enseignement agissant ensemble.

Toute vacance d'emploi est portée à la connaissance des membres au moins quinze jours avant de procéder à l'engagement sauf cas d'urgence justifiée.

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

[C — 27237]

17. MÄRZ 1994. — Erlaß der Wallonischen Regierung zur Genehmigung der allgemeinen Dienstordnung des Subregionalen Ausschusses für Arbeitsbeschaffung und Ausbildung von Namur

Aufgrund des Dekrets des Wallonischen Regionalrates vom 15. Februar 1990 zur Genehmigung des Abkommens über die Errichtung der Subregionalen Ausschüsse für Arbeitsbeschaffung und Ausbildung, das am 24. November 1989 in Brüssel zwischen der Wallonischen Regionalexekutive und der Exekutive der Französischen Gemeinschaft geschlossen worden ist;

Auf Vorschlag des Ministers der Technologischen Entwicklung, der Wissenschaftlichen Forschung, der Beschäftigung und der Fortbildung,

Beschließt die Wallonische Regierung :

Artikel 1. Die allgemeine Dienstordnung des Subregionalen Ausschusses für Arbeitsbeschaffung und Ausbildung von Namur, die die Anlage des vorliegenden Erlasses bildet, wird verabschiedet.

Art. 2. Der vorliegende Erlaß tritt am 17. März 1994 in Kraft.
Namur, den 17. März 1994.

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung, beauftragt mit der Wirtschaft, den KMB, den Auswärtigen Beziehungen und dem Tourismus,

R. COLLIGNON

Der Minister der Technologischen Entwicklung, der Wissenschaftlichen Forschung, der Beschäftigung und der Fortbildung,

A. LIENARD

Anlage zum Erlaß der Wallonischen Regierung vom 17. März 1994 zur Genehmigung der Allgemeinen Dienstordnung des Subregionalen Ausschusses für Arbeitsbeschaffung und Ausbildung von Namur

Allgemeine Dienstordnung des Subregionalen Ausschusses für Arbeitsbeschaffung und Ausbildung von Namur

Artikel 1. Der Begriff « Abkommen » bezieht sich auf das Abkommen über die Errichtung der Subregionalen Ausschüsse für Arbeitsbeschaffung und Ausbildung, das am 24. Dezember 1989 zwischen der Wallonischen Regionalexekutive und der Exekutive der Französischen Gemeinschaft in Brüssel geschlossen wurde und durch das Dekret des Wallonischen Regionalrates vom 15. Februar 1990 und das Dekret der Französischen Gemeinschaft vom 22. Dezember 1989 genehmigt worden ist.

Art. 2. Der Verwaltungssitz des Subregionalen Ausschusses für Arbeitsbeschaffung und Ausbildung von Namur befindet sich in Namur, boulevard Cauchy 21.

Art. 3. Die Mitglieder, die die repräsentativen Arbeitgeberorganisationen vertreten und die Mitglieder, die die repräsentativen Arbeitnehmerorganisationen vertreten, ernennen einen Sekretär des Subregionalen Ausschusses für Arbeitsbeschaffung und Ausbildung unter den Mitgliedern des Verwaltungs- und Führungspersonals des genannten Ausschusses.

Art. 4. Der Subregionale Ausschuss für Arbeitsbeschaffung und Ausbildung versammelt sich wenigstens vier Mal im Jahr auf Einberufung des Vorsitzenden auf dessen eigene Initiative hin, oder auf Antrag von wenigstens drei Mitgliedern.

Auf der Einberufung sind Datum und Zeit der Sitzungen sowie die Tagesordnung vermerkt. Sie wird wenigstens fünf Arbeitstage vor dem Sitzungstermin zugestellt.

In den dem Ermessen des Vorsitzenden überlassenen Dringlichkeitsfällen muß die Einberufung den Mitgliedern spätestens am Vortag der Sitzung übergeben werden.

Art. 5. Die Tagesordnung wird durch den Sekretär auf Vorschlag der Mitglieder und des Vorsitzenden festgelegt. Die Mitglieder, die möchten, daß ein Punkt auf die Tagesordnung gesetzt wird, müssen einen schriftlichen Antrag beim Sekretär einreichen.

Der Sekretär setzt die eingereichten Punkte spätestens zehn Arbeitstage vor dem Sitzungsdatum auf die Tagesordnung.

Wenn die Mehrheit der anwesenden Mitglieder einverstanden ist, können nicht auf der Tagesordnung stehende dringende Fragen überprüft werden. Die besagten Fragen können jedoch nicht Gegenstand eines Beschlusses oder eines Gutachtens im Laufe dieser Sitzung sein, es sei denn die Mitglieder beschließen einstimmig, über die genannten Fragen abzustimmen.

Art. 6. Die Sitzungen des Subregionalen Ausschusses für Arbeitsbeschaffung und Ausbildung sind nicht öffentlich. Alle Personen, die den Sitzungen beiwohnen, unterliegen der Schweigepflicht bezüglich der vertraulichen oder persönlichen Dokumente, die ihnen übermittelt werden, sowie der Schweigepflicht bezüglich der Beschlüsse und Abstimmungen.

Art. 7. Die Sitzungen werden durch den Vorsitzenden eröffnet, aufgehoben und geschlossen. Zu Beginn der Sitzung stellt der Sekretär die Anwesenheitsliste auf. Der Vorsitzende legt das Sitzungsprotokoll der vorherigen Sitzung vor, das mittels einer der nachfolgenden Formeln verabschiedet wird: « Ohne Anmerkungen verabschiedet am », « Mittels der übermittelten Anmerkungen verabschiedet ».

Im Fall der Abwesenheit oder der Verhinderung des Vorsitzenden wird seine Funktion im Wechsel durch einen der beiden stellvertretenden Vorsitzenden ausgeübt. Wenn der Vorsitzende nicht in der Lage ist, an einer Sitzung teilzunehmen, setzt er den Sekretär umgehend davon in Kenntnis, der seinerseits die stellvertretenden Vorsitzenden informiert.

Art. 8. Der Vorsitzende leitet die Debatten und achtet auf die Einhaltung der Bestimmungen der vorliegenden Dienstordnung.

Art. 9. Damit rechtsgültige Beschlüsse gefaßt und Abstimmungen durchgeführt werden können, ist die Anwesenheit der Mehrheit der Mitglieder notwendig. Wenn die Mehrheit der Mitglieder nicht erreicht wird, beruft der Vorsitzende die Mitglieder innerhalb von zwei Wochen zur Überprüfung der gleichen Punkte der Tagesordnung ein. Auf dieser Sitzung können unabhängig von der Anzahl der anwesenden Mitglieder Beschlüsse gefaßt werden.

Jede Stellungnahme oder jeder Beschluß wird mit der Mehrheit der Mitglieder mit beschließender Stimme verabschiedet. Stimmenthaltungen werden nicht berücksichtigt. Der Vorsitzende gibt das Ergebnis der Abstimmung umgehend bekannt. Dieses Ergebnis wird zu Protokoll genommen.

Art. 10. Wenn die Mitglieder verhindert sind, an einer Sitzung teilzunehmen, setzen sie den Sekretär des Ausschusses vor Beginn dieser Sitzung davon in Kenntnis, außer wenn es sich um die Einberufung einer Sitzung im Dringlichkeitsfall handelt.

Art. 11. Wenn ein Mitglied des Ausschusses während vier aufeinanderfolgenden Sitzungen ohne vorab übermittelte Begründung abwesend ist, wird der Ausschuß mit diesem Fall befaßt. Dieser übermittelt dem Betroffenen ein Schreiben, durch das er ihn bittet, zwischen einer regelmäßigen Anwesenheit oder der Einreichung seines Rücktrittsgesuchs zu entscheiden. Ein inhaltlich gleiches Schreiben wird der Einrichtung, die er vertritt, übermittelt.

Art. 12. Der Subregionale Ausschuß für Arbeitsbeschaffung und Ausbildung ist berechtigt, in den Fällen, in denen er es zur Ausführung seiner Aufgaben für notwendig erachtet, eine oder mehrere Kommissionen zu gründen, die mit der Überprüfung spezifischer Fragen beauftragt sind.

Abgesehen von der Arbeitsbeschaffungs-, Ausbildungs- und Unterrichtskommission, deren Vorsitz durch ein Abkommen geregelt wird, unterstehen die Kommissionen dem Vorsitz eines Mitgliedes des Subregionalen Ausschusses für Arbeitsbeschaffung und Ausbildung. Diesem Mitglied wird durch den vorgenannten Ausschuß der Vorsitz der betreffenden Kommission übertragen. Er verfaßt einen Bericht über die Aktivitäten und unterbreitet dem Ausschuß Entwürfe zur Verabschiedung.

Art. 12bis. Zur Überprüfung eines Teils der Gutachten zu den Programmen zur Arbeitslosenbekämpfung (PRIME Projekte, Praktika für Jugendliche (königlicher Erlass Nr. 230), Plus-Plan, königlicher Erlass Nr. 461) wird eine Arbeitsgruppe gegründet.

Diese Arbeitsgruppe setzt sich aus folgenden Mitgliedern zusammen: der Vorsitzende und ein Stellvertretender Vorsitzender, 2 Arbeitgebervertreter, 2 Arbeitnehmervertreter sowie der Vertreter der Wallonischen Regionalexekutive.

Ausschließlich die effektiven Mitglieder haben eine beschließende Stimme.

Die Protokolle dieser Arbeitsgruppe unterliegen der Zustimmung des in Vollversammlung tagenden Subregionalen Ausschusses für Arbeitsbeschaffung und Ausbildung.

Art. 13. Auf Anfrage des Subregionalen Ausschusses für Arbeitsbeschaffung und Ausbildung, können Sachverständige zu den Sitzungen hinzugezogen werden. Sie verlassen die Sitzung, sobald der Vorsitzende ihre Anwesenheit nicht mehr als notwendig erachtet.

Art 14. Der Sekretär verfaßt das Sitzungsprotokoll. Dieses Protokoll wird den Mitgliedern zugestellt. Das genannte Protokoll wird im Laufe der darauffolgenden Sitzung verabschiedet.

Die Sitzungsprotokolle, Berichte, Gutachten und Ratschläge des Ausschusses werden dem bzw. den zuständigen Aufsichtsminister(n) übermittelt.

Art. 15. Die niedrigen Ausgaben, die zur Gewährleistung eines reibungslosen Arbeitsablaufs der Verwaltungs- und Führungszelle unerlässlich sind, können nach Einverständnis des Vorsitzenden vom Sekretär des Ausschusses getätigt werden. Die übrigen Ausgaben, einschließlich der Rückzahlung der durch ein Mitglied im Laufe seines Mandats verursachten Kosten, unterliegen folgenden Einverständnissen:

- entweder eines Einverständnisses des Vorsitzenden des Ausschusses, wenn die Ausgabe 25 000 BEF einschließlich MwSt nicht überschreitet;
- oder eines Einverständnisses des Vorsitzenden und der beiden stellvertretenden Vorsitzenden, wenn die Ausgabe zwischen 25 000 BEF einschließlich MwSt und 50 000 BEF einschließlich MwSt liegt;
- für die Ausgaben, die 50 000 BEF einschließlich MwSt überschreiten, ist das Einverständnis des Ausschusses erforderlich.

Für die Rückzahlung der von den Mitgliedern des Ausschusses getragenen und im ersten Absatz nicht erwähnten Kosten, finden die in den öffentlichen Diensten geltenden Vergütungssätze Anwendung.

Die diese Ausgaben betreffenden Belege werden durch den Vorsitzenden unterzeichnet.

Art. 16. Der Subregionale Ausschuß für Arbeitsbeschaffung und Ausbildung ernennt unter den Mitgliedern, die die repräsentativen Arbeitgeber- und Arbeitnehmerorganisationen vertreten, einen oder zwei Rechnungsprüfer, die beauftragt werden, alle Rechnungen oder Belege zu überprüfen.

Diese Kontrolle der (des) Rechnungsprüfer(s) findet alle sechs Monate statt.

Ein ordnungsgemäßer Bericht wird dem Subregionalen Ausschuß für Arbeitsbeschaffung und Ausbildung zur Information und Billigung übermittelt und wird durch den Vorsitzenden an den (die) zuständigen Aufsichtsminister gesandt.

Art. 17. Wenigstens einmal im Jahr findet eine Versammlung statt, um den Jahreshaushalt des Subregionalen Ausschusses für Arbeitsbeschaffung und Ausbildung gemäß der in dem genannten Abkommen aufgeführten Bestimmungen auszuarbeiten.

Art. 18. Der Vorsitzende verfügt über alle Befugnisse, den Subregionalen Ausschuß für Arbeitsbeschaffung und Ausbildung zu vertreten und für diesen Ausschuß und in dessen Namen vor den gerichtlichen Instanzen sowohl als Klägerpartei als auch als Beklagte aufzutreten.

Art. 19. Die Einstellung des Sekretariatspersonals und gegebenenfalls die zeitweilige Einstellung von Personal zur Durchführung von Aktionen zur Absatzförderung, werden dem Vorsitzenden, den stellvertretenden Vorsitzenden und dem Vorsitzenden der Arbeitsbeschaffungs-, Ausbildungs- und Unterrichtskommission, die gemeinsam handeln, anvertraut.

Jede frei gewordene Stelle wird mindestens fünfzehn Tage, bevor die Besetzung vorgenommen wird, außer im Falle einer begründeten Dringlichkeit, zur Kenntnis der Mitglieder gebracht.

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAAELSE GEWEST

[C — 27237]

17 MAART 1994. — Besluit van de Waalse Regering houdende goedkeuring van het reglement van huishoudelijke orde van het Subregionaal Comité voor Arbeidsbemiddeling en Vorming van Namen

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van de Waalse Gewestraad van 15 februari 1990 houdende goedkeuring van het akkoord tot instelling van de Subregionale Comités voor Arbeidsbemiddeling en Vorming, gesloten te Brussel op 24 november 1989, tussen de Waalse Gewestexecutieve en de Franse Gemeenschapsexecutieve;

Op de voordracht van de Minister van Technologische Ontwikkeling, Wetenschappelijk Onderzoek, Tewerkstelling en Beroepsopleiding,

Besluit :

Artikel 1. Het bij dit besluit gevoegde reglement van huishoudelijke orde van het Subregionaal Comité voor Arbeidsbemiddeling en Vorming van Namen is goedgekeurd.

Art. 2. Dit besluit wordt van kracht op 17 maart 1994.

Namen, 17 maart 1994.

De Minister-President van de Waalse Regering,
belast met Economie, KMO's, Externe Betrekkingen en Beroepsopleiding,

R. COLLIGNON

De Minister van Technologische Ontwikkeling, Wetenschappelijk Onderzoek,
Tewerkstelling en Beroepsopleiding,

A. LIENARD

Bijlage bij het besluit van de Waalse Regering van 17 maart 1994
houdende goedkeuring van het reglement van huishoudelijke orde
van het Subregionaal Comité voor Arbeidsbemiddeling en Vorming van Namen

Reglement van huishoudelijke orde van het Subregionaal Comité voor Arbeidsbemiddeling en Vorming van Namen

Artikel 1. Onder « Akkoord » wordt verstaan het akkoord gesloten te Brussel op 24 november 1989, tussen de Waalse Gewestexecutieve en de Franse Gemeenschapsexecutieve, tot instelling van de Subregionale Comités voor Arbeidsbemiddeling en Vorming, en goedgekeurd bij het decreet van de Waalse Gewestraad van 15 februari 1990 en bij het decreet van de Franse Gemeenschap van 22 december 1989.

Art. 2. De administratieve zetel van het Subregionaal Comité voor Arbeidsbemiddeling en Vorming van Namen is gevestigd te Namen, boulevard Cauchy 21.

Art. 3. De leden die de representatieve werkgeversorganisaties vertegenwoordigen en de leden die de representatieve werknemersorganisaties vertegenwoordigen duiden een secretaris van het Subregionaal Comité voor Arbeidsbemiddeling en Vorming aan onder het personeel belast met de administratie en het beheer van genoemd comité.

Art. 4. Het Subregionaal Comité voor Arbeidsbemiddeling en Vorming vergadert ten minste vier keer per jaar op uitnodiging van de voorzitter op zijn eigen initiatief of op het verzoek van ten minste drie leden.

De uitnodiging bepaalt de plaats, de datum en het uur van de vergaderingen, alsook de dagorde. Zij wordt ten minste vijf werkdagen vóór de datum van de vergadering verstuurd.

In geval van dringendheid, beoordeeld door de voorzitter, moet de uitnodiging ten laatste op de dag vóór de dag van de vergadering uitgedeeld zijn.

Art. 5. Op de voordracht van de leden en van de voorzitter maakt de secretaris de dagorde van de vergaderingen op. De leden, die wensen dat een onderwerp op de agenda wordt opgenomen, vragen het schriftelijk aan de secretaris.

De secretaris neemt de onderwerpen op in de agenda, die ten minste tien werkdagen vóór de datum van de vergadering ingediend werden.

Indien de meerderheid van de aanwezige leden ermee instemt, kunnen dringende vragen besproken worden. Zij kunnen echter niet aanleiding geven tot een beslissing of tot een uitspraak tijdens dezelfde vergadering, tenzij eensgezindheid van de leden om deze vragen aan de stemming voor te leggen.

Art. 6. De vergaderingen van het Subregionaal Comité voor Arbeidsbemiddeling en Vorming zijn niet openbaar. De personen, die hoe dan ook aan de vergadering deelnemen, zijn gehouden tot het geheimhouden van de hen toevertrouwde vertrouwelijke of persoonlijke documenten, alsook tot het geheim van de beraadslagingen en van de stemmingen.

Art. 7. De vergaderingen zijn door de voorzitter open verklaard, opgeschort en afgesloten. Bij het begin van de vergadering maakt de secretaris de lijst op van de aanwezigen. De voorzitter doet het proces-verbaal van de vorige vergadering goedkeuren met één van de volgende meldingen: « zonder opmerkingen goedgekeurd op... », « goedgekeurd met inachtneming van de medegedeelde opmerkingen ».

Indien de voorzitter afwezig of verhinderd is wordt zijn ambt alternatief door een van de twee ondervoorzitters waargenomen. Indien de voorzitter een vergadering niet kan bijwonen, verwittigt hij onmiddellijk de secretaris die de ondervoorzitters hierover inlicht.

Art. 8. De voorzitter leidt de discussies en zorgt voor de toepassing van de bepalingen van dit reglement.

Art. 9. Om geldig te beraadslagen moet ten minste de meerderheid van de leden aanwezig zijn. Indien dit aantal niet bereikt is, zal de voorzitter de vergadering opnieuw bijeenroepen binnen vijftien dagen met dezelfde agenda en dan, ongeacht het aantal leden, kunnen de beslissingen genomen worden.

Alle besprekingen en beslissingen worden goedgekeurd bij meerderheid der stemmen van de aanwezige stemgerechtigde leden. De onthoudingen komen niet in aanmerking. De voorzitter maakt het resultaat van de stemming, dat in het verslag zal opgenomen worden, onmiddellijk bekend.

Art. 10. In geval van verhindering informeren de leden de secretaris hierover vóór de vergadering, behalve in geval van een uitnodiging op een dringende vergadering.

Art. 11. Wanneer een lid van het Comité afwezig is gedurende vier opeenvolgende vergaderingen zonder voorafgaande geldige reden wordt dit probleem bij het Comité aanhangig gemaakt. Het richt een brief aan de betrokkene waarbij hem gevraagd wordt te kiezen tussen een regelmatige aanwezigheid en de indiening van zijn ontslag. Een gelijkaardige brief wordt gericht aan de instelling die hij vertegenwoordigt.

Art. 12. Indien het nuttig geacht wordt voor de uitvoering van zijn opdracht kan het Subregionaal Comité voor Arbeidsbemiddeling en Vorming een of meerdere adviescommissies oprichten voor het onderzoek van specifieke problemen.

Behalve wat betreft de commissie Tewerkstelling-Vorming-Onderwijs waarvan het voorzitterschap bepaald is door het Akkoord worden de adviescommissies voorgezeten door een lid van het Subregionaal Comité voor Arbeidsbemiddeling en Vorming dat behoorlijk door het comité daartoe gemachtigd is. Het brengt verslag uit over de activiteiten en legt de ontwerpen ter goedkeuring van het comité voor.

Art. 12bis. Er wordt een werkgroep opgericht voor het onderzoek van een deel van de adviezen betreffende het programma voor het wegnemen van de werkloosheid (PRIME-ontwerpen), jongerenstage (koninklijk besluit nr. 230), Plus Plan (koninklijk besluit nr. 461).

Hij is samengesteld als volgt: de voorzitter of één van de twee ondervoorzitters, 2 vertegenwoordigers van de werkgevers, 2 vertegenwoordigers van de werknemers, de vertegenwoordiger van de Waalse Gewestexecutieve.

Alleen de werkende leden zijn stemgerechtigd.

De verslagen van deze werkgroep worden ter goedkeuring van de voltallige vergaderingen van het Subregionaal Comité voor Arbeidsbemiddeling en Vorming voorgelegd.

Art. 13. Op het verzoek van het Subregionaal Comité voor Arbeidsbemiddeling en Vorming kunnen deskundigen op de vergaderingen uitgenodigd worden. Zij verlaten de vergadering wanneer hun aanwezigheid niet meer noodzakelijk door de voorzitter geacht wordt.

Art. 14. De secretaris van het Comité maakt het verslag van de vergadering op. Het verslag wordt aan de leden toegestuurd. Het verslag wordt goedgekeurd tijdens de eerste vergadering na deze verzending.

De verslagen, adviezen en voorschriften van het Comité worden aan de bevoegde toezichthoudende minister(s) overgemaakt.

Art. 15. De bescheiden uitgaven, die noodzakelijk zijn voor de goede werking van de cel Administratie en Beheer, kunnen door de secretaris van het Comité gedaan worden, na goedkeuring van de voorzitter. De andere uitgaven, met inbegrip van de terugbetaling van de onkosten opgelopen door een lid tijdens de uitoefening van zijn ambt, moeten het onderwerp zijn van:

— hetzij een akkoord van de voorzitter van het Comité indien de uitgave niet hoger dan 25 000 BEF is, BTW incl.;

— hetzij een akkoord van de voorzitter en van de twee ondervoorzitters indien het bedrag van de uitgave tussen 25 000 BEF, BTW incl., en 50 000 BEF, BTW incl., ligt;

— voor de uitgaven die hoger zijn dan 50 000 BEF, BTW incl., is het akkoord van het Comité noodzakelijk.

Voor de terugbetaling van de niet in het eerste lid vermelde uitgaven van de leden van het Comité, worden de in de overheid geldende vergoedingsbedragen toegepast.

De bewijsstukken van de uitgaven worden door de voorzitter ondertekend.

Art. 16. Het Subregionaal Comité voor Arbeidsbemiddeling en Vorming duidt onder de leden, die de representatieve werkgevers- en werknemersorganisaties vertegenwoordigen, een of twee accountants aan voor de controle op de facturen en bewijsstukken.

De controle verricht door de accountant(s) gebeurt om de zes maanden.

Een eensluidend verslag wordt ter inlichting en goedkeuring aan het Subregionaal Comité voor Arbeidsbemiddeling en Vorming voorgelegd en wordt door de voorzitter aan de bevoegde toezichthoudende minister(s) overgemaakt.

Art. 17. Ten minste een keer per jaar wordt er een vergadering gehouden om de jaarlijkse begroting van het Subregionaal Comité voor Arbeidsbemiddeling en Vorming op te maken overeenkomstig de bepalingen van het Akkoord.

Art. 18. De voorzitter van het comité heeft alle macht om het Subregionaal Comité voor Arbeidsbemiddeling en Vorming te vertegenwoordigen en om te handelen namens en voor de rekening van het comité voor de rechterlijke en administratieve instanties, zowel verzoeker als verweerder.

Art. 19. De voorzitter, de ondervoorzitters en de voorzitter van de commissie Tewerkstelling-Vorming-Onderwijs, samen handelend, zijn belast met de indienstneming van het personeel van het secretariaat en, in voorkomend geval, met de tijdelijke indienstneming van personeel voor het voeren van promotieactiviteiten.

Iedere vacante betrekking wordt ter kennis van de leden gebracht ten minste vijftien dagen vóór de indienstneming, behalve gerechtvaardigde dringendheid.

ÜBERSETZUNG

[Mac—27259]

Comités subrégionaux
de l'emploi et de la formation

Par arrêté du Gouvernement wallon du 10 février 1994, démission honorable est accordée à sa demande, à M. Christian Bougard, en qualité de membre du Comité subrégional de l'Emploi et de la Formation de Mons-La Louvière, au titre de représentant des organisations représentatives des employeurs, à partir du 1er janvier 1994.

Par arrêté du Gouvernement wallon du 10 février 1994, M. Philippe Descamps est nommé, à partir du 1er janvier 1994, en qualité de membre du Comité subrégional de l'Emploi et de la Formation de Mons-La Louvière, au titre de représentant des organisations représentatives des employeurs, en remplacement de M. Christian Bougard, démissionnaire, dont il achèvera le mandat.

Par arrêté du Gouvernement wallon du 10 février 1994, démission honorable est accordée à sa demande, à M. Luigi Guiliano, en qualité de membre du Comité subrégional de l'Emploi et de la Formation de Mons-La Louvière, au titre de représentant des organisations représentatives des travailleurs, à partir du 1er janvier 1994.

Par arrêté du Gouvernement wallon du 10 février 1994, M. Alain Fer est nommé, à partir du 1er janvier 1994, en qualité de membre du Comité subrégional de l'Emploi et de la Formation de Mons-La Louvière, au titre de représentant des organisations représentatives des travailleurs, en remplacement de M. Luigi Guiliano, démissionnaire, dont il achèvera le mandat.

[Mac — 27259]

"Comités subrégionaux de l'emploi et de la formation" (Subregionale Ausschüsse für Arbeitsbeschaffung und Ausbildung)

Durch Erlaß der Wallonischen Regierung vom 10. Februar 1994 wird Herrn Christian Bougard ab dem 1. Januar 1994 auf seinen Antrag hin ehrenhafter Rücktritt von seinem Amt als Mitglied des "Comité subrégional de l'Emploi et de la Formation" von Mons-La Louvière in der Eigenschaft als Vertreter der repräsentativen Arbeitgeberorganisationen gewährt.

Durch Erlaß der Wallonischen Regierung vom 10. Februar 1994 wird Herr Philippe Descamps ab dem 1. Januar 1994 als Mitglied des "Comité subrégional de l'Emploi et de la Formation" von Mons-La Louvière in der Eigenschaft als Vertreter der repräsentativen Arbeitgeberorganisationen, anstelle von Herrn Christian Bougard, rücktretend, dessen Mandat er beendet, ernannt.

Durch Erlaß der Wallonischen Regierung vom 10. Februar 1994 wird Herrn Luigi Guiliano ab dem 1. Januar 1994 auf seinen Antrag hin ehrenhafter Rücktritt von seinem Amt als Mitglied des "Comité subrégional de l'Emploi et de la Formation" von Mons-La Louvière in der Eigenschaft als Vertreter der repräsentativen Arbeitnehmerorganisationen gewährt.

Durch Erlaß der Wallonischen Regierung vom 10. Februar 1994 wird Herr Alain Fer ab dem 1. Januar 1994 als Mitglied des "Comité subrégional de l'Emploi et de la Formation" von Mons-La Louvière in der Eigenschaft als Vertreter der repräsentativen Arbeitnehmerorganisationen, anstelle von Herrn Luigi Guiliano, rücktretend, dessen Mandat er beendet, ernannt.

VERTALING

[Mac — 27259]

Subregionale comités voor
arbeidsbemiddeling en vorming

Bij besluit van de Waalse Regering van 10 februari 1994 wordt, op eigen verzoek, eervol ontslag verleend aan de heer Christian Bougard, lid van het Subregionaal Comité voor Arbeidsbemiddeling en Vorming van Bergen-La Louvière, in de hoedanigheid van vertegenwoordiger van de representatieve werkgeversorganisaties, met ingang van 1 januari 1994.

Bij besluit van de Waalse Regering van 10 februari 1994 wordt, met ingang van 1 januari 1994, de heer Philippe Descamps tot lid benoemd van het Subregionaal Comité voor Arbeidsbemiddeling en Vorming van Bergen-La Louvière, in de hoedanigheid van vertegenwoordiger van de representatieve werkgeversorganisaties, ter vervanging van de heer Christian Bougard, ontslagnemend, wiens mandaat hij zal beëindigen.

Bij besluit van de Waalse Regering van 10 februari 1994 wordt, op eigen verzoek, eervol ontslag verleend aan de heer Luigi Guiliano, lid van het Subregionaal Comité voor Arbeidsbemiddeling en Vorming van Bergen-La Louvière, in de hoedanigheid van vertegenwoordiger van de representatieve werknemersorganisaties, met ingang van 1 januari 1994.

Bij besluit van de Waalse Regering van 10 februari 1994 wordt, met ingang van 1 januari 1994, de heer Alain Fer tot lid benoemd van het Subregionaal Comité voor Arbeidsbemiddeling en Vorming van Bergen-La Louvière, in de hoedanigheid van vertegenwoordiger van de representatieve werknemersorganisaties, ter vervanging van de heer Luigi Guiliano, ontslagnemend, wiens mandaat hij zal beëindigen.